

DECLARATION DE CONFIDENTIALITE

La protection de votre vie privée est importante pour nous.

Nous traitons vos données personnelles conformément à la réglementation applicable en matière de protection des données, en particulier le Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 du 27 avril 2016 ("RGPD"), ainsi que la présente déclaration de confidentialité.

Cette déclaration de confidentialité vous fournit plus d'informations concernant les données personnelles que nous traitons, pourquoi nous les traitons, comment nous les recevons, combien de temps nous les gardons et avec qui nous les partageons.

1. IDENTITE ET COORDONNEES DE CONTACT.....	2
2. FINALITES.....	2
3. SECURITE.....	9
4. DROITS.....	9
5. MISES A JOUR.....	10

1. **IDENTITE ET COORDONNEES DE CONTACT**

Le responsable du traitement de vos données personnelles est :

Nathalie MALANDA
Rue Dieudonné Lefèvre 17, 1020 Bruxelles, Belgique
Numéro d'entreprise : BE 0628.645.419

Au cas où vous avez des questions concernant le traitement de vos données personnelles, vous pouvez la contacter :

- par courrier ordinaire: à envoyer à l'adresse susmentionnée, avec la référence "Confidentialité"
- par e-mail: info@nathaliemalanda.com
- par téléphone: +32 (0) 28.97.17.66

2. **FINALITES**

Nous traitons vos données personnelles pour l'une ou plusieurs des finalités suivantes :

Gestion de la clientèle	
<i>Prestation de services juridiques</i>	<i>Respect de la législation et de la réglementation qui s'applique à la profession d'avocat</i>
Organisation interne et gestion propre	
<i>Gestion B2B</i>	<i>Facturation et comptabilité</i>
Gestion de litiges	
Communication et marketing	
<i>Bulletins d'information et autres communications commerciales</i>	<i>Site internet</i>
<i>Organisation de séminaires et d'évènements</i>	
Contrôle de l'accès et vidéosurveillance	

Ci-dessous, vous trouverez quelles données personnelles sont traitées pour chacune des catégories susmentionnées, pourquoi nous les traitons, de qui nous les recevons, la durée pendant laquelle nous les conservons et avec qui nous les partageons.

Gestion de la clientèle

1) **Prestation de services juridiques**

Il est possible que nous traitions vos données personnelles en vue de rendre des services juridiques à nos clients, notamment vos données d'identification personnelles (nom, adresse (de société), adresse e-mail, numéro de téléphone), données d'identifications provenant des services de l'état (numéro de carte d'identité, numéro de passeport, numéro de permis de conduire, numéro de pension, numéro de plaque numérotique, numéro d'entreprise, numéro de TVA...) informations financières, numéro de compte bancaire, manière de paiement), caractéristiques personnelles (date de naissance, lieu de naissance, langue, nationalité...). Il est également possible que nous traitions

d'autres types de données personnelles que le client nous communique en cours de traitement de son affaire. Dans ce contexte nous traitons des données personnelles sensibles (par exemple : des données personnelles dont vos origines raciales ou ethniques peuvent ressortir, ainsi que vos convictions politiques, religieuses ou confessionnelles, appartenance à un mouvement syndical, données génétiques, biométriques, données concernant votre santé ou données concernant votre vie ou orientation sexuelle) ou des données personnelles concernant des infractions ou condamnations pénales.

Ces données nous permettent de délivrer un conseil juridique, de rédiger des actes et documents juridiques, de représenter nos clients en justice, ainsi que devant des instances d'arbitrage ou administratives et autres, de fournir une assistance lors de négociations et/ou la conclusion de contrats, de fournir une assistance dans le cadre d'une médiation, d'un entretien au bureau de police ou comparable, d'accomplir divers mandats (curateur, administrateur de dettes, administrateur des biens etc.), de délivrer des formations juridiques etc.

La base légale pour le traitement des données personnelles est :

- Pour ce qui est des clients "privés" : la conclusion et l'exécution d'une convention de provision de services juridiques (article 6, §1, (b) RGPD) ;
- Pour ce qui est des personnes de contact auprès des clients professionnels et parties tierces : un intérêt justifié afin de pouvoir délivrer des services juridiques à nos clients (article 6, §1, (f) RGPD).

Nous recevons ces coordonnées directement et/ou via un tiers.

Pour la provision de services juridiques, nous conservons vos données pour une période de 10 ans plus une période de vérification d'un an, suivant la clôture du dossier en question.

Nous partageons ces données personnelles, en l'occurrence, avec la justice et les bureaux de police (c.à.d. : les cours et les tribunaux, huissiers de justice, le Ministère Public les instances de police). Par ailleurs, nous partageons ces données personnelles, dans le cadre de la défense des intérêts de nos clients, avec le ou les avocat(s) de la partie adverse, ou avec la partie adverse lorsque celle-ci intervient sans se faire assister par un avocat, ou en l'occurrence un avocat remplaçant. Lorsqu'un client se fait assister dans le cadre de l'assistance juridique de seconde ligne (assistance "pro-deo"), et l'assistance judiciaire, ces données personnelles sont également communiquées au Bureau d'Assistance Juridique de l'Ordre et, si d'application, au Bureau d'Assistance Juridique de l'Ordre du tribunal ou de la cour. Par ailleurs, le cas échéant, nous partageons ces données personnelles, avec les institutions bancaires ou d'assurances. En conséquence d'un jugement, d'un arrêt ou d'une autre décision, nous pouvons également nous trouver dans l'obligation de partager ces informations avec un conseiller technique, un expert, un mandataire légal (par exemple un notaire, un administrateur de biens...) qui est désigné dans cet arrêt ou ce jugement. En outre, des parties tierces avec lesquelles nous travaillons pour la conservation et le traitement de nos données ont également accès à ces données personnelles (fournisseurs-IT). Une liste de ces parties tierces peut être obtenue sur simple demande écrite.

2) Respect de la législation et de la réglementation applicable à la profession d'avocat

Afin d'être en conformité avec la législation et la réglementation s'appliquant aux avocats, il est possible que nous traitions vos données d'identification personnelles (nom, adresse (de votre société), adresse e-mail, numéro de téléphone), numéro de registre national, données d'identification données d'identifications provenant des services de l'état (numéro de carte d'identité, numéro de passeport, numéro d'entreprise, numéro de TVA...); données financières (transactions pour, ou au nom du client); caractéristiques personnelles (date de naissance, lieu de naissance, sexe, langue, nationalité); données judiciaires (condamnations, litiges en cours) et autres données personnelles que vous nous avez fait parvenir dans le cadre du traitement de votre affaire.

Ces données nous permettent, entre autres, de nous conformer à nos obligations dans le cadre de la législation afférente à la prévention du blanchiment et à la lutte contre la fraude, à exécuter un ordre judiciaire ou administratif, ou encore à nous conformer à la réglementation de l'Ordre des barreaux néerlandophones.

La base légale pour le traitement des données personnelles repose sur les obligations légales contenues dans la loi du 18 septembre 2017 concernant la prévention du blanchiment de l'argent et du financement du terrorisme et la limitation de l'usage des espèces et toute autre réglementation éventuellement applicable (article 6, §1, (c) RGPD); d'après lesquelles nous avons un intérêt justifiable d'être attentifs aux pratiques de blanchiment dans le cadre de nos services juridiques (article 6, §1, (f) RGPD).

Nous recevons ces données personnelles directement de la personne/entité/partie concernée et/ou via un tiers.

Dans le cadre du respect de la législation et de la réglementation applicables à la profession d'avocat, nous conservons vos données personnelles pour une période de 10 ans plus une période de vérification d'un an, suivant la clôture du dossier en question.

Nous partageons ces données personnelles avec le bâtonnier. Par ailleurs, des parties tierces avec lesquelles nous travaillons pour la conservation et le traitement de nos données ont également accès à ces données personnelles (fournisseurs-IT). Une liste de ces parties tierces peut être obtenue sur simple demande écrite.

Organisation interne et gestion propre

1) Gestion B2B

Il est possible que, dans le cadre de la gestion B2B de notre cabinet d'avocat, nous traitions vos données d'identification personnelles (nom, adresse (de votre société), adresse e-mail, numéro de téléphone,...), financières (numéro de compte bancaire, type de paiement), caractéristiques personnelles (sexe, langue) et d'autres informations que vous nous faites parvenir dans le cadre de la collaboration (par exemple: informations concernant votre profession et fonction).

Ces données nous permettent de conclure des contrats avec des fournisseurs/partenaires d'affaires, en ce compris la comparaison de fournisseurs, de demander des devis et de mener des négociations

précontractuelles, de communiquer avec les fournisseurs, de gérer les commandes placées et d'organiser les paiements.

La base légale du traitement des données personnelles est :

- Pour ce qui est des fournisseurs ou partenaires d'affaires personnes physiques ("particuliers") : la conclusion et l'exécution d'un contrat (article 6, §1, (b) RGPD)
- Pour ce qui est des fournisseurs ou partenaires d'affaires professionnels : un intérêt justifié pour organiser la gestion B2B (article 6, §1, (f) RGPD).

Nous recevons ces coordonnées directement de la personne/partie/entité concernée et/ou via un tiers.

Dans le cadre de la gestion B2B, nous conservons vos données personnelles pour une période de 10 ans plus une période de vérification d'un an, suivant la clôture du contrat.

Le cas échéant, nous partageons ces données personnelles avec les autorités publiques, les banques, les compagnies d'assurance, les comptables et réviseurs d'entreprises et conseillers juridiques externes. Par ailleurs, des parties tierces avec lesquelles nous travaillons pour la conservation et le traitement de nos données ont également accès à ces données personnelles (fournisseurs-IT). Une liste de ces parties tierces peut être obtenue sur simple demande écrite.

2) Facturation et comptabilité

Afin de pouvoir effectuer notre facturation, et en tenant compte de nos obligations comptables, nous pouvons traiter vos données personnelles d'identification (nom, adresse (de votre société), adresse e-mail, numéro de téléphone,...), financières (numéro de compte bancaire, type de paiement), et prestations/services fournis.

Ces données nous permettent d'établir nos factures et de respecter nos obligations comptables.

La base légale du traitement de ces données personnelles repose sur diverses obligations légales, telles celles contenues dans le Code de Droit Économique (art. 1.1. C.D.E, art. III.82 C.D.E., art. III.89 C.D.E. et art. III.90 C.D.E.), l'A.R. CSA (double comptabilité), le Code des Sociétés et des Associations (art. 3:1 CSA), le Code des Impôts sur les revenus (art. 320 CIR) et l'article 6, § 1, (c) RGPD.

Nous recevons ces données directement de la personne ou de l'entité concernée et/ou via des tiers.

Dans le cadre de la facturation et de la tenue de notre comptabilité, nous conservons vos données personnelles pour une période allant jusqu'à 10 ans, plus une période de vérification d'un an, suivant l'année comptable concernée.

Nous partageons ces données personnelles, avec notre comptable, les autorités publiques, les services de sécurité sociale, ainsi que les banques et les compagnies d'assurance. Par ailleurs, des parties tierces avec lesquelles nous travaillons pour la conservation et le traitement de nos données

ont également accès à ces données personnelles (fournisseurs-IT). Une liste de ces parties tierces peut être obtenue sur simple demande écrite.

Gestion des litiges

Aux fins du règlement des litiges potentiels, nous pouvons traiter vos données d'identification personnelles (nom, adresse (professionnelle), adresse électronique, numéro de téléphone), les données d'identification délivrées par les autorités (numéro de carte d'identité, numéro de passeport, numéro de permis de conduire, numéro de pension, plaque d'immatriculation, etc.), les informations sur la profession et l'emploi, les données financières, les données judiciaires et toute autre information pertinente pour le litige (potentiel).

Ces données nous permettent de défendre nos intérêts légitimes dans toutes les formes de litiges et de nous occuper de leur administration.

La base juridique du traitement des données à caractère personnel est fondée sur l'intérêt légitime de sauvegarder les droits (contractuels et extracontractuels, légaux et autres) de notre cabinet d'avocats (article 6, §1, (f) RGPD).

Nous obtenons ces données personnelles directement auprès de la personne concernée et/ou par l'intermédiaire d'un tiers.

Pour le règlement des litiges, nous conservons vos données personnelles pendant 10 ans après l'expiration du dernier délai de recours (plus longtemps si nécessaire, par exemple pour respecter des obligations légales) plus une période de vérification d'un an.

Nous partageons ces données personnelles, le cas échéant, avec les autorités gouvernementales, judiciaires et policières, les banques et les compagnies d'assurance, notre bureau comptable, les conseillers juridiques externes, les huissiers de justice et les agences de recouvrement de créances. En outre, les tiers avec lesquels nous coopérons pour le stockage et la gestion de nos données ont également accès à ces données personnelles (fournisseurs informatiques). Une liste de ces tiers avec lesquels nous coopérons est disponible sur demande écrite.

Communication et marketing

1) Bulletins d'information et autres communications commerciales

Aux fins de l'envoi de bulletins d'information et d'autres communications commerciales, nous pouvons traiter vos données d'identification personnelles (nom, adresse (de la société), adresse électronique, numéro de téléphone).

Ces données nous permettent de vous tenir informés des développements juridiques, de vous informer sur nos produits et services, de vous envoyer notre carte de Noël, etc.

La base juridique du traitement des données à caractère personnel est fondée sur l'intérêt légitime de promouvoir nos produits et services auprès de nos clients (article 6, §1, f) RGPD). Si vous vous

êtes inscrit à notre newsletter, vous recevrez nos communications commerciales car vous avez donné votre consentement (art. 6, §1, a) RGPD).

Nous obtenons ces données personnelles directement auprès de la personne concernée et/ou par l'intermédiaire d'un tiers.

Aux fins de l'envoi de nos communications commerciales, nous conserverons vos données personnelles aussi longtemps que vous serez l'un de nos clients, c'est-à-dire pendant 2 ans après la clôture du dernier dossier. Bien entendu, vous pouvez vous désabonner de nos communications à tout moment. Dans ce cas, nous cesserons de traiter vos données personnelles à cette fin.

Nous partageons ces données personnelles avec les fournisseurs de logiciels que nous utilisons pour envoyer des communications commerciales. En outre, les tiers avec lesquels nous coopérons pour le stockage et la gestion de nos données ont également accès à ces données personnelles (fournisseurs informatiques). Une liste de ces tiers avec lesquels nous travaillons est disponible sur demande écrite.

2) Site web

Dans le cadre de notre site web, nous pouvons traiter vos données d'identification personnelles (nom, adresse (de l'entreprise), adresse électronique), votre demande de contact et vos données d'identification électroniques (adresse IP et cookies).

Ces données nous permettent d'optimiser notre site web, de diffuser des publicités en ligne, de répondre à votre demande de contact, etc.

La base juridique du traitement des données à caractère personnel repose sur l'intérêt légitime de fournir un site web fonctionnel et convivial et de promouvoir nos produits et services (article 6, §1, (f) du RGPD). Les cookies analytiques, les cookies publicitaires et/ou les cookies de médias sociaux ne seront placés que si vous avez donné votre consentement via le site web (article 6, §1, (a) RGPD). (Pour plus d'informations, voir la déclaration sur les cookies)

Nous obtenons toujours ces données personnelles directement auprès de vous.

Aux fins susmentionnées, nous conservons vos données personnelles pendant la durée du cookie concerné (pour plus d'informations, voir la déclaration relative aux cookies). Vous pouvez modifier vos préférences en matière de cookies à tout moment. Si vous avez soumis une demande de contact via notre site web, nous conserverons vos données personnelles pendant 5 ans maximum, plus une période de vérification d'un an après la clôture du dossier concerné.

Nous partageons ces données personnelles avec des tiers avec lesquels nous coopérons pour la gestion de notre site web (fournisseurs informatiques et logiciels) (pour plus d'informations, voir la déclaration sur les cookies). En outre, les tiers avec lesquels nous coopérons pour le stockage et la gestion de nos données ont également accès à ces données personnelles (fournisseurs informatiques).

Une liste de ces tiers avec lesquels nous coopérons est disponible sur demande écrite.

3) Séminaires et événements

Pour l'organisation de séminaires et d'événements, nous pouvons traiter vos données d'identification personnelles (nom, adresse (professionnelle), adresse électronique, numéro de téléphone), des informations sur votre profession et votre emploi (poste) et des données financières (numéro de compte bancaire, mode de paiement).

Ces données nous permettent de vous autoriser à participer à nos cours de formation juridique, séminaires et autres événements.

La base juridique du traitement des données à caractère personnel est fondée sur la conclusion ou l'exécution du contrat de participation au séminaire ou à l'événement (article 6, §1, (b) RGPD).

Nous obtenons ces données personnelles directement auprès de la personne concernée et/ou via un tiers.

Aux fins susmentionnées, nous conservons vos données personnelles jusqu'à 5 ans, plus une période de vérification d'un an après le séminaire ou l'événement.

Nous partageons ces données personnelles avec les co-organisateurs d'un séminaire et/ou d'un événement et avec les fournisseurs de lieux externes où nous organisons un séminaire et/ou un événement. En outre, les tiers avec lesquels nous coopérons pour le stockage et la gestion de nos données ont également accès à ces données personnelles (fournisseurs informatiques). Une liste de ces tiers avec lesquels nous coopérons est disponible sur demande écrite.

Contrôle d'accès et vidéosurveillance

Afin de garantir la sécurité dans nos bureaux, nous pouvons être amenés à traiter vos données d'identification personnelles (nom, adresse (professionnelle), adresse e-mail et numéro de téléphone), des données sur la profession et le poste (poste, nom de l'entreprise), l'heure de la visite et des enregistrements d'images.

Ces données nous permettent d'assurer la sécurité dans nos bureaux, notamment l'enregistrement de nos visiteurs et la surveillance par caméra.

La base juridique du traitement des données à caractère personnel repose sur l'intérêt légitime d'assurer la sécurité de nos employés, visiteurs et bureaux (article 6, § 1, f) du RGPD). Le traitement des images de la caméra, indiqué par le pictogramme obligatoire, est basé sur votre consentement, conformément à l'article 8, paragraphe 3, point 1e, de la loi sur les caméras.

Nous obtenons ces données personnelles lorsque vous vous enregistrez à notre réception et grâce aux images de nos caméras de surveillance.

Afin de contrôler la sécurité dans nos bureaux, nous conserverons vos données personnelles pendant un mois maximum, plus une période de vérification de deux semaines après votre visite dans nos bureaux, à moins qu'elles ne doivent être conservées pendant une période plus longue en tant que

preuve d'un crime ou d'une plainte spécifique ou pour identifier un auteur, une victime ou un témoin potentiel.

Nous partageons ces données personnelles, le cas échéant, avec des tiers destinataires, par exemple les autorités judiciaires et policières, les banques et les compagnies d'assurance. En outre, les tiers avec lesquels nous coopérons pour le stockage et la gestion de nos données ont également accès à ces données personnelles (fournisseurs informatiques). Une liste de ces tiers avec lesquels nous coopérons est disponible sur demande écrite.

3. SECURITE

Nous avons mis en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour préserver la confidentialité de vos données personnelles et les protéger contre la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé, accidentels ou illégaux.

Nous avons pris les dispositions contractuelles nécessaires avec les tiers avec lesquels nous coopérons et ne transférons pas vos données personnelles en dehors de l'Espace économique européen sans nous assurer que vos données y bénéficient d'un niveau de protection équivalent.

4. DROITS

Vous pouvez toujours nous contacter pour exercer les droits suivants :

- une demande d'accès ou de rectification de vos données personnelles
- demander l'effacement de vos données personnelles
- une demande de restriction du traitement de vos données personnelles
- une objection au traitement de vos données
- une demande de transfert de vos données
- une plainte si vous estimez que nous n'agissons pas conformément à la législation applicable en matière de protection des données. Vous pouvez également déposer une plainte auprès de l'autorité belge de protection des données.

Vous pouvez toujours nous contacter à cette fin:

- par courrier : à l'adresse indiquée au début de la présente déclaration de confidentialité, avec la mention "Privacy".
- par courrier électronique : info@nathaliemalanda.com
- par téléphone : +32 (0) 28.97.17.66

Nous respectons tous les droits relatifs à vos données personnelles auxquels vous avez droit en vertu du droit applicable.

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres d'information électroniques et si vous voulez mettre fin au traitement de vos données à cette fin, vous pouvez toujours utiliser le lien de désinscription fourni au bas de chaque lettre d'information.

Pour les finalités pour lesquelles la base juridique du traitement des données à caractère personnel est un intérêt légitime, vous pouvez toujours nous demander de plus amples informations sur la mise en balance des intérêts que nous avons effectuée dans ce contexte (pour plus d'informations, voir la rubrique **FINALITÉ**).

Pour les finalités pour lesquelles la base juridique du traitement des données à caractère personnel est l'intérêt légitime, vous pouvez à tout moment exercer votre droit d'opposition au traitement de vos données à caractère personnel, en invoquant des raisons liées à votre situation particulière (pour plus d'informations, voir la rubrique **FINALITÉ**). Nous cesserons de traiter vos données personnelles sauf si nous considérons qu'il existe des motifs légitimes impérieux qui prévalent sur les intérêts, droits et libertés que vous faites valoir.

À des fins d'identification, nous pouvons vous demander une copie du recto et verso de votre carte d'identité.

5. MISES A JOUR

La présente déclaration de confidentialité peut être modifiée de temps à autre, dans les limites de la réglementation applicable en matière de protection des données. Vous pouvez toujours accéder à la version la plus récente sur www.nathaliemalanda.com.